



# Déclarations et Discours

N° 84/7

## STRATÉGIE VISANT À METTRE FIN AU MALAISE ÉCONOMIQUE

Notes pour une allocution du ministre du Commerce extérieur, M. James Kelleher, à la cinquante-cinquième assemblée annuelle de la Chambre de commerce du Canada, Toronto, le 25 septembre 1984.

...Comme vous le savez, Je suis l'un des nouveaux visages au sein du gouvernement progressiste-conservateur. Par conséquent, mon intention n'est pas, au début de mon mandat, de me lancer dans des innovations, mais d'aborder les questions commerciales nombreuses et complexes qui nous assaillent dans l'ordre qui s'impose et avec prudence. Nous recueillerons vos idées. Nous écouterons. Et nous agirons.

J'ai pensé qu'il serait utile de passer en revue la stratégie économique énoncée par le premier ministre dans un discours qu'il a prononcé devant la Chambre de commerce de Vancouver en août dernier — discours qui contenait nombre d'idées importantes mais qui a reçu assez peu d'attention dans les autres régions du pays.

Comme le déclarait ce jour-là le premier ministre, la stratégie du gouvernement progressiste-conservateur repose sur notre conviction que les Canadiens doivent s'attaquer à cinq grands problèmes qui sont au cœur de notre malaise économique :

- 1e) Le coût élevé du crédit qu'entraînent la faiblesse de notre dollar et la nécessité de financer notre dette extérieure croissante.
- 2e) La faiblesse financière de notre secteur privé. (Trop d'entreprises canadiennes — quelle que soit leur importance — restent aux prises avec une trop forte dette à coût élevé et une insuffisance de capital social à faible coût.)
- 3e) La spirale de la dette publique, qui sera passée de 18 milliards de dollars en 1968 à 180 milliards à la fin du présent exercice.
- 4e) La faiblesse de notre position concurrentielle dans le monde causée largement par nos piètres réalisations en matière de Recherche et Développement et d'innovation technologique; et
- 5e) Le fait que la demande de biens et de services canadiens reste insuffisante aussi bien sur le plan national qu'à l'étranger.

Nous croyons que ce sont là les cinq grands problèmes qui, conjugués, sont la cause de la stagnation économique et du chômage massif. Comment nous y prendrons-nous pour les régler ? Permettez-moi d'esquisser l'approche du nouveau gouvernement.